

Risques de crise nucléaire en Asie

Camille Grand

Directeur, Fondation pour la recherche stratégique
(FRS).

Le basculement des tensions nucléaires vers l'espace asiatique est l'une des caractéristiques majeures du second âge nucléaire, même en excluant de l'Asie le Moyen-Orient et ses dynamiques de prolifération spécifiques. Si les gesticulations atomiques de Vladimir Poutine dans le contexte de la crise ukrainienne ont douloureusement rappelé aux Occidentaux que l'arme nucléaire n'avait pas disparu de la scène stratégique européenne, il reste vrai que les hypothèses de crise voire de conflit nucléaire au XXI^e siècle sont devenues essentiellement asiatiques. Le continent cumule en effet les phénomènes de prolifération et de course aux armements. Dans un tel environnement, la multiplicité des scénarios ne permet pas d'affirmer que les effets pacificateurs et la logique de la dissuasion prévaudront automatiquement, tant les enjeux nucléaires asiatiques apparaissent comme divers et spécifiques.

Une nouvelle Asie nucléaire

Pendant les cinquante premières années de l'âge nucléaire, l'espace asiatique a joué un rôle secondaire. Si un certain nombre de crises de la guerre froide ont mis en scène des acteurs nucléaires dès les années 1950 (pendant la guerre de Corée ou autour de Taïwan), la retenue observée par les États-Unis et l'URSS, tout comme les capacités limitées de la Chine populaire, n'en ont pas fait le théâtre principal des rivalités atomiques entre grandes puissances, ce « privilège » étant resté européen jusqu'à la fin de l'Union soviétique. Jusqu'aux années 1990, la quasi-absence de prolifération effective, malgré les velléités de plusieurs pays et l'essai nucléaire « pacifique » de l'Inde en 1974, a également contribué à mettre ce continent à l'abri. Cette situation favorable a aujourd'hui volé en éclat, du fait de la multiplication simultanée des acteurs, des armes et des scénarios nucléaires.

Pendant la seconde partie de la guerre froide, les équilibres nucléaires asiatiques reposaient sur un triangle déséquilibré entre Washington, Moscou et Pékin. Les États-Unis apportant des garanties nucléaires à quelques Alliés choisis (Japon, Corée du Sud, Australie), sans pour autant mettre en place l'ensemble des instruments de la dissuasion élargie comme en Europe. L'URSS, après avoir favorisé

l'acquisition par la Chine populaire d'une capacité de dissuasion, s'est trouvée dans la situation de devoir dissuader simultanément Chinois et Américains, tout en préservant le poids stratégique de l'Union soviétique en Extrême-Orient, mais il s'agissait bien là d'un front secondaire. Enfin, la Chine, devenue une puissance nucléaire tardivement (1964), a longtemps considéré les armes nucléaires comme des « tigres de papier », selon la formule célèbre du président Mao, et n'a pas cherché à rivaliser avec les deux superpuissances, se contentant de demeurer un acteur nucléaire de second rang, tirant même longtemps une certaine fierté de détenir le plus petit arsenal mondial.

Dans l'après-guerre froide, ce paysage s'est singulièrement compliqué. Le jeu Washington-Moscou-Pékin demeure, mais s'est considérablement rééquilibré du fait de la montée en puissance de la Chine. Celle-ci renforce les exigences de la dissuasion élargie en Asie du fait des demandes des Alliés des États-Unis. Ensuite et surtout, de nouveaux acteurs ont émergé. Dans le sous-continent indien, l'Inde puis le Pakistan ont procédé à des essais nucléaires en 1998 et constituent depuis des arsenaux nucléaires opérationnels. Dans la péninsule coréenne, au terme d'une longue crise de prolifération ouverte en 1993, la Corée du Nord est sortie du traité de non-prolifération en 2003 puis a conduit trois essais nucléaires en 2006, 2009 et 2013, devenant ainsi le seul pays du monde à tester des armes atomiques au XXI^e siècle, provoquant une profonde inquiétude et un débat sur l'option nucléaire chez ses voisins japonais et sud-coréen.

Cette augmentation numérique, qui fait de l'Asie le continent le plus nucléarisé (cinq acteurs nucléaires asiatiques – hors Moyen-Orient – auxquels il faut bien sûr ajouter les États-Unis), n'est pas le seul facteur préoccupant. L'Asie est aussi le lieu d'une course aux armements qui implique les moyens conventionnels et nucléaires. La modernisation des armées chinoises a largement bénéficié à la « seconde artillerie » nucléaire qui doit permettre à Pékin de se doter d'une capacité de frappe en second assurée, reposant sur des moyens embarqués crédibles. Dans le même temps, l'Inde et surtout le Pakistan produisent à marche forcée des matières fissiles et cherchent à se doter à leur tour d'une triade nucléaire. Enfin, la Corée du Nord grâce à ses essais nucléaires et de missiles, semble en passe de se doter d'une capacité de frapper ses voisins.

Multiplicité des scénarios de crise nucléaire asiatique

Dans ce contexte, on relèvera d'abord la grande diversité des scénarios de crise en Asie. Ces scénarios peuvent relever d'une crise régionale voire sous-régionale, n'impliquant pas directement les puissances majeures du P5 (les cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP qui sont aussi les cinq membres permanents).

Dans le sous-continent indien, la dépendance forte du Pakistan à l'arme nucléaire est un facteur crisogène dans la mesure où le déséquilibre conventionnel

avec l'Inde crée le risque d'un emploi tôt dans une crise alors que les deux pays se sont affrontés à plusieurs reprises depuis la dernière grande guerre indo-pakistanaise, notamment mais pas seulement, au Cachemire. Les débats doctrinaux autour du *Cold Start* qui envisage un usage « à froid » montre que les postures nucléaires de deux pays sont loin d'être stabilisées et suggèrent la possibilité d'emplois atypiques porteurs de risques nouveaux. Enfin, il s'agit pour l'Inde d'un jeu à trois dans la mesure où la dissuasion indienne s'est également construite face à la Chine.

La Corée du Nord apparaît comme largement imprévisible, compte tenu du complexe obsidional et de la paranoïa du dirigeant qui s'estime menacé. La vulnérabilité de l'arsenal à une frappe désarmante apparaît, dans un tel contexte politique, comme un risque supplémentaire de voir Kim Jung-Un agir de manière imprévue face à des développements chez son voisin du Sud, comme plusieurs actions brutales l'ont rappelé au cours des dernières années.

Si, dans les deux cas précédents, on peut donc envisager un emploi de l'arme nucléaire limité à la péninsule coréenne ou au sous-continent indien, les scénarios impliquant la Chine sont d'une autre nature. Les tensions répétées en mer de Chine orientale et méridionale apparaissent comme le principal risque de friction sino-américaine. Compte tenu de l'opacité de la posture chinoise, il paraît difficile de prévoir le rôle que pourrait jouer la dissuasion chinoise dans l'hypothèse d'une crise impliquant le Japon ou Taïwan où la Chine pourrait utiliser l'arme nucléaire pour décourager les États-Unis de s'engager. La relation asymétrique entre Pékin et Washington rend les choses plus complexes. Les États-Unis refusent à la Chine le principe d'une vulnérabilité réciproque explicite et la Chine redoute toujours que les Américains soient en mesure de contrer la dissuasion chinoise par la combinaison de frappes conventionnelles désarmantes et de la défense antimissile. Enfin, l'asymétrie des enjeux peut conduire de part et d'autre à des erreurs d'interprétation dans le contexte d'une crise.

Tout cela a conduit les Alliés des Américains en Asie orientale (Japon surtout mais aussi Corée du Sud) à engager un dialogue serré avec Washington sur les formes et pratiques de la dissuasion élargie, alors que chacun sait que la réassurance des Alliés est parfois plus exigeante que la dissuasion des adversaires potentiels. Enfin, la relation sino-russe est le débat caché de ces équilibres nucléaires asiatiques. Une Russie désormais en situation d'infériorité conventionnelle vis-à-vis de la Chine a renforcé sa dépendance nucléaire pour défendre sa longue frontière avec elle. Cela explique sans doute le choix russe de conserver un grand nombre d'armes nucléaires tactiques, même s'il est publiquement motivé par l'Otan.

À travers cette liste, rapide et incomplète, d'hypothèses de crise mettant en scène des puissances nucléaires asiatiques, on voit à quel point leur multiplicité même est porteuse de risques divers.

De la spécificité des enjeux nucléaires asiatiques

En Asie, et à la différence de l'Europe de la guerre froide, de nombreux facteurs d'instabilité spécifiques sont réels. À la course aux armements s'ajoute une très grande opacité des postures nucléaires des puissances asiatiques. Alors que les arsenaux américains, russes, français ou britanniques sont connus presque à l'unité près, aucune puissance asiatique ne fournit de chiffres ni sur les arsenaux aujourd'hui, ni sur les objectifs des programmes de modernisation-augmentation en cours. Aucune mesure de maîtrise des armements nucléaires ou de transparence réelle n'existe en Asie. À l'opacité sur les arsenaux s'ajoute une opacité des doctrines, porteuses d'incertitudes supplémentaires. Le non-emploi en premier affiché par la Chine ou l'Inde paraît sujet à caution ou, à tout le moins, susceptible d'évoluer. Dans un contexte de tensions régionales multiples, la coexistence de multiples acteurs nucléaires crée une situation de dissuasion « multijoueurs » sans précédent. Les dissuasions françaises et britanniques s'inséraient bon an mal an dans la relation américano-soviétique ; elles compliquaient les calculs de Moscou, mais ne constituaient pas à proprement parler des scénarios radicalement distincts.

À cette difficulté numérique s'ajoute un facteur nouveau lié au jeu entre capacités nucléaires et non-nucléaires, et pas seulement à travers la volonté de pays comme le Pakistan de dissuader toute attaque conventionnelle. Plusieurs puissances asiatiques se dotent simultanément de capacités antimissiles à l'image du Japon, mais aussi de l'Inde. D'autres, comme la Chine ou la Corée du Nord, déploient de nombreux missiles conventionnels, ou développent des programmes balistiques autonomes. La Chine a testé des armes antisatellites. Parmi les hypothèses désormais prises en compte, une attaque – nucléaire ou non – contre les capacités spatiales américaines qui pourrait dans certaines circonstances justifier une réponse nucléaire. Tous les pays cherchent à acquérir des capacités cyber d'ampleur. Tous ces développements incitent les différents acteurs à réfléchir à la nécessité de penser la dissuasion interdomaines.

Alors que le continent asiatique concentre la moitié de la population mondiale et une part croissante de sa richesse, le basculement du système nucléaire est porteur d'instabilités nouvelles aux conséquences largement imprévisibles. L'Asie apparaît ainsi comme le « laboratoire » de scénarios mixtes atypiques qui suggèrent que les cinquante prochaines années de l'arme nucléaire pourraient bien ne pas ressembler aux premières cinquante années. Dans un contexte où le risque d'emploi est réel, il est permis de s'interroger sur l'émergence d'une Asie où l'arme nucléaire se banalise mais sans que la logique exigeante de la dissuasion et du non-emploi ne s'impose. En d'autres mots, il n'est nullement garanti aujourd'hui que l'arme nucléaire soit en Asie l'arme de la paix.